



## Consultation dans le cadre de la révision de la loi sur l'intégration

Lettre du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région  
du 26 octobre 2020 / référence 2020/5519



Réflexions de la Commission d'intégration de la Commune de Biver sur la vision de  
l'intégration au Luxembourg

### 1. Qu'est-ce que l'intégration ?

- 1.1. En sociologie, **l'intégration** est le processus ethnologique qui permet à une personne ou à un groupe de personnes de se rapprocher et de devenir membre d'un autre groupe plus vaste par l'adoption de ses valeurs et des normes de son système social.
- 1.2. **L'intégration nationale** est un processus dont l'aboutissement induit le sentiment commun d'appartenance et de construction solidaire de la nation par l'ensemble de ses populations.
- 1.3. Compte tenu des définitions susmentionnées, les problématiques actuelles existantes peuvent être identifiées déjà à un premier niveau au sens large.
  - 1.3.1.  
Le rapprochement → « difficile ».  
Des structures communales permanentes pilotées par une organisation nationale assurant une harmonisation nationale de la politique manquent.
  - 1.3.2.  
Le « membership » à un groupe local → « rare ».  
L'« incentive » manque, pas de guidance ou orientation difficile souvent non recherchée ou non souhaitée (des deux côtés, résidents et immigrants) mais il existe des exemples tout à fait positifs à ne pas oublier. Ces gens pourraient aider à développer une campagne...
  - 1.3.3.  
L'acceptation et le partage des normes du système social → « complexe », car ce sujet est entretemps vécu au sein de la population de manière sentimentale, donc de moins en moins factuel = dangereux.
  - 1.3.4.  
Le partage d'un sentiment commun d'appartenance → dépréciation.  
Un point fort, une réelle force du Grand-Duché représentait toujours le sentiment d'appartenance qui depuis les évolutions des 10 dernières années tant au niveau national qu'international (globalisation, tendances nationalistes et protectrices, etc.) est en voie de dissolution insidieuse qu'il faut absolument freiner et inverser.

### 1.3.5.

La solidarité → heureusement toujours présente même de manière intense à différents niveaux et au sein de différents groupes mais attention, l'égoïsme et la protection personnelle progresse de plus en plus, une évolution sociologique qui doit revenir sur ses pas.

## 2. **À quoi doit servir une politique d'intégration ?**

Ni plus ni moins que **l'acceptation** et **le respect** réciproque de la vie et des valeurs de l'ensemble des citoyens par la transposition positive d'un plan d'action national à vaste échelle intégrant l'ensemble des points évoqués sous 1.3.

L'intégration (le multiculturalisme, le niveau de tolérance, etc.) doit à nouveau être perçue comme étant un élément positif pour notre pays. Souvent véhiculée comme réelle force du pays, il faut actuellement faire le constat que la réalité sur le terrain est différente (perception de plus en plus négative).

## 3. **Quelle approche d'intégration favorisez-vous ?**

Approche pluridisciplinaire / modèle de citoyenneté pluriculturelle sans réelle exclusion (cf. modèle de la France) mais ceci est important pour stimuler l'acceptation au sein du peuple luxembourgeois avec une empreinte nationaliste qui consiste dans le respect de certaines valeurs et coutumes afin de stimuler le « buy in » au sein de la population luxembourgeoise.

## 4. **Qui est concerné par l'intégration et quels sont les besoins des personnes concernées?**

Tout un chacun est concerné (peu importe si de près ou de loin), raison pour laquelle il faut que les citoyens vivent l'intégration comme un élément positif, comme étant une évidence apportant une plus-value au pays et sa/ses communautés.

## 5. **Le cadre législatif et les institutions actuels répondent-ils aux besoins?**

À l'heure actuelle, suite aux évolutions vécues, en cours et futures: NON, des solutions progressives anticipant le futur doivent être élaborées. Cette question est à discuter en détail avec des juristes qui connaissent la matière.

## 6. **Instruments, mesures et procédures indispensables à la mise en place d'une politique d'intégration cohérente?**

Une approche « bottom-up » est ici à favoriser pour définir le cadre des mesures et des instruments. Le déploiement doit se faire alors de manière « top down » tout en respectant les processus définis, processus qui doivent être pilotés et contrôlés de manière centralisée (cellule spécifique au gouvernement).